



Secteur de la santé. La méthode Doukkali confrontée au réel

Anass Doukkali a été nommé ministre de la Santé en janvier 2018. Une année après, il livre son premier bilan à la tête de ce département (très) social.

Salaheddine Lemaizi
s.lemaizi@leseco.ma

Anass Doukkali est un ministre studieux. Comme l'a demandé le Chef de gouvernement, le ministre issu du PPS s'est livré à l'exercice du bilan de son action en 2018. Le 30 janvier à Casablanca, il a fait le point sur les chantiers en cours. Doukkali compte sur le rajeunissement et le renouvellement des équipes. Le ministre a réussi la prouesse de créer un large mouvement au niveau central. De nouveaux responsables ont été désignés au Secrétariat général du ministère (Dr Nejmi) et au sein de directions «métiers» (hôpitaux, les RH, médicaments ou épidémiologie). Ces changements de méthodes et de managers sont déjà confrontés à la réalité du secteur de la santé, marquée par une gestion de la crise sanitaire structurelle et les crises conjoncturelles notamment celle de la grippe A H1N1 (voir p. 14).

Deadline royal
«Silence, on travaille» !
Doukkali s'est montré discret concernant l'état d'avancement de la réforme du système de santé demandée par le roi Mohammed VI en octobre 2018. «Nous avons présenté un premier état d'avancement. Il a nous été demandé de pousser la réflexion encore plus loin. Pour cette raison, nous sommes accompagnés par des experts nationaux», révèle-t-il. Pour la réforme du RAMED, le ministre ne se prononce pas encore sur ce chantier majeur. «Un comité technique interministériel (Santé, Intérieur, Enseignement supérieur, SGG et fonction publique) poursuit ses

travaux. Nous présenterons les résultats et les scénarios quand ils seront prêts. Donc silence, on travaille!», se contente-t-il de déclarer devant les médias nationaux.

Réforme de la santé
«Trouver un équilibre avec la structure»
Doukkali veut imprimer sa marque dans un département à la gestion difficile. Ambitieux, il place la barre très haut: «Je veux un changement de paradigme dans la santé». Pour l'ex-DG de l'ANAPEC, le premier changement à enclencher sera «l'introduction de méthodes de management du secteur privé dans la santé. Le roi Mohammed VI avait appelé, dans plusieurs de ces discours, à s'inspirer du secteur privé», rappelle-t-il, face aux réticences affichées vis-à-vis de sa méthode managériale. Il est conscient des freins systémiques à ce chantier: «La vision est une chose et la réalité de la structure est une autre. Nous sommes en train de trouver un

●●●
«Dans cette réforme, nous sommes accompagnés par des experts nationaux».

équilibre entre les deux», lance Doukkali.

Offre de soins
«Gérer les urgences»
Parallèlement à la pression inhérente aux deadlines des réformes, le ministère est conscient qu'il y a des urgences à gérer et des limites budgétaires à respecter. «Le secteur ne peut pas attendre l'aboutissement de ce processus. Les citoyens attendent de nous une amélioration de l'offre de soins», insiste-t-il. Face aux critiques adressées à la qualité de l'offre de soins délivrée par les hôpitaux publics, le ministère défend naturellement ses équipes. «Je connais le terrain et j'y suis au quotidien. Maintenant, il y a le perceptible et la réalité. Certes, les délais d'attente pour les rendez-vous existent, mais c'est valable dans tous les systèmes de santé de par le monde». Pour pallier les défaillances actuelles, le ministre de la Santé veut réanimer le circuit de soins (centre de quartier-hôpital préfectoral-provincial-CHU) et lancer la médecine de famille. «Nous menons une réforme selon des méthodes scientifiques», conclut-il. L'annonce concrète du jour concernait le recrutement, en 2019, de 300 médecins généralistes pour les urgences hospitalières. Malgré une hausse importante du budget de la santé en 2019 (+11%), le ministre rappelle qu'il se doit de faire des choix. «Nous travaillons sur des priorités. Nous espérons disposer de suffisamment de moyens pour couvrir tous les besoins», souhaite-t-il.

Malversations
«Les dossiers transmis à la Cour des comptes»
À la question des Inspirations ÉCO sur les accusations de malversations et de mauvaise gestion qui pèsent sur deux ex-directeurs centraux de la Santé (Médicaments et Approvisionnement), le ministre annonce que «des dossiers ont été transmis à la Cour des comptes». Doukkali veut atténuer l'effet des deux affaires. «Nous avons deux niveaux dans ces affaires. Certaines relèvent plus de la mauvaise gestion et ce sont les cas les plus dominants. L'autre niveau est celui qui relève de la Cour des comptes, qui peut saisir le Parquet général», distingue-t-il. Doukkali se montre confiant quant à la fin de ces scandales à répétition: «Nous réglons les dysfonctionnements et mettons les bonnes personnes à la bonne place.» ●

Le secteur de la santé fait son bilan

Budget, équipements, RH, nouveau système de prise de rendez-vous... tout savoir sur les programmes menés durant les 12 derniers mois.

Ressources humaines



4.000
Postes dans
la LF 2019

33%
des postes de
responsabilité
renouvelés aux
niveaux central
et régional



6.450
étudiants formés aux
métiers de la santé

Programme «Khadamati»



2,1
millions de
rendez-vous pris



270
médicaments ont vu leur
prix baisser

Programme «Chikaya»

2.256
plaintes



Services des urgences

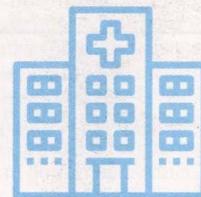
100
infirmiers recrutés



37MDH
pour l'acquisition
d'ambulances



Offre de soins hospitaliers



Un nouvel hôpital
provincial à Salé

250 lits



550MDH
d'équipements



16MMDH
d'investissements
en cours

Offre de soins dans le rural

282
caravanes médicales



3
centres de santé en
télémedecine (Anfgou, Imilchil
et Zaouiat Ahansal)

163
ambulances



73
unités
mobiles

